

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE, COMMERCE.

L'ÉCHO SAUMUROIS

Paraissant les Mardis, Jeudis et Samedis,
JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES, INSERTIONS LÉGALES ET AVIS DIVERS.
BUREAU: PLACE DU MARCHÉ-NOIR.

Documents Officiels.

Tours, le 12 novembre 1870.

Le ministre de l'intérieur et de la guerre, à MM. les préfets et généraux commandants les divisions et subdivisions.

Le ministre de l'intérieur et de la guerre s'est rendu aujourd'hui à Orléans pour féliciter l'armée de la Loire du résultat des journées des 9 et 10 novembre.

Il a adressé aux troupes l'allocution suivante :

SOLDATS DE L'ARMÉE DE LA LOIRE !

Votre courage et vos efforts nous ont enfin ramené la victoire, depuis trois mois déshabituée de nos drapeaux. La France en deuil vous doit sa première consolation, son premier rayon d'espérance.

Je suis heureux de vous apporter, avec l'expression de la reconnaissance publique, les éloges et les récompenses que le Gouvernement décerne à vos succès.

Sous la main de chefs vigilants, fidèles, dignes de vous, vous avez retrouvé la discipline et la force. Vous nous avez rendu Orléans, enlevé avec l'entrain de vieilles troupes depuis longtemps accoutumées à vaincre.

A la dernière et cruelle injure de la mauvaise fortune, vous avez montré que la France loin d'être abattue par tant de revers inouïs jusqu'à présent dans l'histoire, entendait répondre par une générale et vigoureuse offensive.

Avant-garde du pays tout entier, vous êtes aujourd'hui sur le chemin de Paris. N'oublions jamais que Paris nous attend et qu'il y va de notre honneur de l'arracher aux étreintes des barbares qui le menacent du pillage, de l'incendie. Redoublez donc de constance et d'ardeur : vous connaissez maintenant nos ennemis. Jusqu'ici leur supériorité n'a tenu qu'au nombre de leurs canons. Comme soldats, ils ne vous égalent ni en courage, ni en dévouement. Retrouvez cet élan, cette furie française qui ont fait notre gloire dans le monde et qui doivent aujourd'hui nous aider à sauver la patrie.

Avec des soldats tels que vous, la République sortira triomphante des épreuves qu'elle traverse, car, après avoir organisé la défense, elle est en mesure à présent d'assurer la revanche nationale.

Vive la France !
Vive la République une indivisible !

Le Membre du Gouvernement,
ministre de l'intérieur et de la guerre,
LÉON GAMBETTA.

Quartier-général de l'armée de la Loire, ce 12 novembre 1870.

Le ministre est rentré à Tours dans l'après-midi ayant recueilli sur l'attitude de l'armée les impressions les plus satisfaisantes.

Chronique Politique.

NOUVELLE CIRCULAIRE DE M. DE BISMARCK.

Une circulaire, en date du 8 octobre, adressée par M. de Bismarck aux représentants diplomatiques de la Confédération de l'Allemagne du Nord, dit :

« Le fait qu'un homme éminent et expérimenté comme M. Thiers avait accepté les pleins pouvoirs du Gouvernement de Paris, donnait lieu d'espérer qu'on ferait des propositions acceptables.

« En réponse au désir exprimé par les puissances neutres, M. Thiers a déclaré que la France était prête à conclure un armistice. Malgré les obstacles qui s'opposaient à la conclusion d'un armistice, le désir de faire un pas vers la paix prévalait chez le roi. M. de Bismarck offrit un armistice de 25 ou 28 jours sur la base du *statu quo* militaire. Il proposa de fixer, par une ligne de démarcation, la position des troupes au jour de la signature de l'armistice. Pendant la trêve, les Français devaient procéder aux élections. Quant à l'Alsace, M. de Bismarck n'a pas insisté sur une stipulation qui pouvait mettre en question avant la paix le droit des départements de cette province à envoyer des représentants à l'Assemblée constituante française. M. Thiers a refusé ces conditions, en déclarant ne pouvoir les accepter que si l'armistice comprenait le large ravitaillement de Paris. Sur la demande d'un équivalent de cette condition, M. Thiers a déclaré ne pouvoir offrir que le consentement du Gouvernement à accorder des élections à la nation.

« Le roi a été justement étonné et déçu en voyant s'évanouir les espérances qu'il avait attachées aux négociations engagées par M. Thiers.

« L'exigence ironique qui nous était posée, et qui tendait à nous obliger de renoncer aux fruits de nos efforts et au résultat acquis en deux mois, et de reporter nos positions respectives au point où elles étaient avant l'investissement de Paris, indiquait une fois de plus qu'on cherchait à Paris un prétexte de refuser les élections à la nation. Sur le désir exprimé par M. de Bismarck de chercher l'entente sur d'autres bases, M. Thiers eut un entretien avec le Gouvernement de Paris sur la question d'offrir un armistice plus court, ou d'ordonner les élections sans une conclusion formelle d'armistice.

« M. de Bismarck promettait, dans ce cas, de permettre les élections, et d'accorder toutes les facilités compatibles avec la sécurité militaire. M. Thiers annonça alors qu'il avait l'ordre de rompre les négociations.

« La marche des négociations a convaincu M. de Bismarck que les hommes qui sont maintenant à la tête du Gouvernement n'avaient pas le sérieux désir de laisser s'exprimer librement la volonté de la nation, et que la conclusion de l'armistice n'était pas dans leurs intentions ; mais qu'ils ont posé des conditions qu'ils savaient d'avance inacceptables, pour ne pas répondre par un refus aux puissances neutres, sur l'appui desquelles ils comptaient.

« On vient de lire la circulaire de M. de Bismarck ; la meilleure réponse se trouve dans l'article suivant du *Standard* ; elle est d'autant plus péremptoire qu'on ne saurait soupçonner ce journal de complaisance pour le gouvernement républicain.

« Nous n'admirons certes pas le présent gouvernement actuel de la France, nous l'avons blâmé assez souvent ; mais nous n'avons pas

un instant supposé qu'il se montrerait assez faible pour accepter les conditions posées par M. de Bismarck ; c'est autant l'intérêt que l'honneur de la France qu'il a sauvé en rompant les négociations. Agir autrement, c'était sacrifier tout ; sans le ravitaillement de Paris, la cause du peuple français courait les plus grands risques.

« Trois semaines d'armistice peuvent être d'un grand secours ; des recrues peuvent dans l'intervalle devenir des soldats ; mais ce serait là un bien faible avantage, si, comme c'était à prévoir, l'enthousiasme national s'était ralenti avec la cessation des hostilités.

« Encore une fois, les conditions de la Prusse étaient inacceptables ; après que M. de Bismarck, en trainant les pourparlers, eût obtenu ce qu'il désirait de cette manœuvre, il changea de ton et montra crûment à M. Thiers qu'il s'était moqué de lui.

« Il est clair maintenant que les Prussiens ne veulent pas encore conclure la paix, malgré l'avis contraire de plusieurs hommes sensés parmi eux. Le roi et les généraux s'obstinent à vouloir entrer dans Paris, quoi qu'il en coûte à la France et à leurs propres soldats. Ils ne veulent pas contremander les illuminations ordonnées pour ce cas, à Berlin et dans toute l'Allemagne ; la civilisation germanique doit célébrer son apothéose par le pillage, sinon par la destruction de Paris.

« On a reproché au Gouvernement de la défense nationale de n'avoir, en rejetant l'armistice, consulté que des intérêts de parti ; ce sont seulement des partisans de la Prusse, ou des gens sans jugement qui peuvent le prétendre. Supposé même que le général Trochu, Jules Fayre et leurs collègues aient pris le pouvoir dans un but égoïste, ce que nous devons nier de toute façon, ils ont dans cette circonstance agi en honnêtes gens. Accepter l'offre de M. de Bismarck, c'était mettre Paris, la France à sa discrétion, et pourquoi ? Pour laisser élire une Assemblée constituante disposée à en passer par les volontés de la Prusse, et qui aurait renversé le gouvernement de Paris, qui malgré ses fautes, a tout autrement sauvé l'honneur militaire de la France que le gouvernement impérial.

« Qu'il existe chez certains membres du gouvernement de la défense de l'ambition, des haines, des sentiments de vengeance, c'est probable ; mais c'est vraiment trop puéril que de les accuser d'avoir songé plutôt à leur intérêt qu'à celui du pays, en ne rendant pas Paris ; et accepter l'armistice de M. de Bismarck, c'était capituler.

« Mais, dit on, il fallait consulter la France ! Sur quoi, s'il vous plaît, puisqu'en traitant sur les bases posées par le chancelier, la question sur laquelle on devait prendre l'avis de la France, était déjà toute résolue ?

« Paris aurait été bien prêt d'être affamé, pendant les élections ; le cercle de fer tout autour se serait resserré, le courage des assiégés s'en serait allé toujours en diminuant ; une assemblée délibérant dans de pareilles conditions, c'était tout simplement burlesque.

« Le Gouvernement de la défense s'est montré prêt à faire la paix dans des conditions qu'un gouvernement français peut accepter ; c'est dans cet esprit qu'il est entré en négociations à Versailles. Le roi Guillaume et son

ministre ont exigé une soumission qui aurait couvert la France d'un éternel déshonneur. Ils ont voulu la continuation de la lutte, pourquoi ? nous l'avons dit plus haut. Qu'ils en arrivent à leurs fins, c'est dans les possibilités des choses ; mais c'a été un honneur pour le gouvernement provisoire, que d'avoir refusé d'être leur complice.

« On assure que les représentants de la Russie à Constantinople, à Vienne et à Londres, ont déclaré officiellement que la Russie ne se considère plus comme liée par le traité de 1856.

« La vérité commence à se faire jour sur l'ingratitude Bazaine. Les documents abondent, les lettres écrites, les témoins oculaires, les acteurs de la dernière phase du siège de Metz commencent à se produire.

« Hier est arrivé à Tours le chef d'état-major de l'une des divisions du 6^e corps (Canrobert), la division Bisson, dont le chef a écrit une lettre des plus curieuses et des plus explicites.

« Le colonel Dolin Dofresnel, chef d'état-major de cette division, arrivant en droite ligne de Metz a remis, nous assure-t-on, un rapport très-circostancié sur la capitulation, et en outre des documents de la plus haute importance.

« On mande de Bruxelles, 11 novembre :

« Un télégramme du roi Guillaume, en date d'aujourd'hui, porte :

« Le général de Thann s'est retiré en combattant d'Orléans à Tours devant les Français en force supérieure.

« Le général de Thann a rejoint à Tours les corps d'armée du général Wllich, du prince Albert et du duc de Mecklembourg.

« La feuille militaire prussienne, le *Statzangeiger*, annonce que le Parlement allemand se réunira le 21 novembre à Berlin.

« Une dépêche de Vienne, 11 novembre, porte que la nouvelle du succès remporté par l'armée de la Loire a été accueillie dans la capitale de l'Autriche avec une vive satisfaction.

DÉPÊCHE PRUSSIANNE.

Versailles, 12 novembre.

Contre toute attente Paris est tranquille.

La garnison fait journellement l'exercice dans la plaine située au-dessous du Mont-Valérien.

D'après nos informations il se prépare une grande sortie.

LA BATAILLE DE BACON.

Nous réunissons sous ce titre tous les renseignements que nous apportent ce matin les journaux et les correspondances sur la glorieuse affaire de Bacon, lutte qui n'a pas duré moins de deux jours et où nos troupes ont fait des prodiges de valeur.

Les détails suivants sont extraits du *Moniteur*.

Pendant que la Prusse, essayant de faire peser sur le gouvernement français la responsabilité du refus de l'armistice, nous menaçait d'une leçon, par l'organe de la *Gazette de l'Al-*

l'Allemagne du Nord, notre armée de la Loire chassait les ennemis d'Orléans.

C'est encore sur la Loire, comme il y a quatre siècles, que nous arrêtons les progrès de l'invasion, et l'on nous permettra de voir en cela un heureux augure.

Voici les quelques renseignements que nous avons pu recueillir sur cette bataille.

Le premier jour, c'est, dit-on, le général Martin des Pallières qui a décidé du succès. Comme les Prussiens, placés dans une forte position, résistaient et ne cédaient pas un pouce de terrain, le général Martin des Pallières prit avec lui quelques troupes d'élite, dans lesquelles il avait quelconque confiance, et, s'élançant à leur tête, il passa littéralement sur le ventre des Prussiens, ce qui décida de la journée.

Parmi les régiments qui se sont particulièrement distingués, on cite le 9^e de chasseurs à pied et le 16^e de ligne, qui, dit-on, se sont couverts de gloire.

Dans le cours de l'action, le bataillon de la garde mobile de Loir-et-Cher, surpris par la mitraille, commençait à se replier, lorsque le général Bareille se jeta en avant, l'épée à la main, et leur cria : « Je vais vous montrer comment on marche à l'ennemi ! » et communiquant son élan aux soldats, les rallia, et fit une trouée.

Quelques épisodes très-honorables :

Un bataillon de la mobile, allant au feu pour la première fois, semblait hésiter. Le général, sous les ordres duquel se trouvait ce bataillon, ordonna au colonel de se porter en avant et à gauche sur un petit plateau que l'ennemi criblait de projectiles.

Il y eut un moment de forte émotion dans la jeune troupe. Mais enfin le mouvement fut exécuté tant bien que mal, et les jeunes soldats se maintinrent sous la mitraille jusqu'au moment où ils s'élançèrent à la baïonnette et firent une trouée dans un régiment bavarois. Vingt minutes de mitraille les avaient aguerri.

La garde mobile de la Sarthe a été magnifique de courage et de sang-froid.

Il y a eu un moment de panique curieuse chez l'ennemi. Voici ce qu'on nous rapporte à ce sujet :

Un bataillon de chasseurs à pied tirait sur les Prussiens, à environ 50 mètres, et leur faisait beaucoup de mal. Nos soldats n'avaient pas la baïonnette au bout du fusil. Le commandant ordonna : Baïonnettes aux canons.

Lorsque les Prussiens virent ce mouvement, ils furent pris d'une telle panique, qu'ils se débâtèrent en fuyant. Il y eut en ce moment un tel désordre dans leurs rangs, qu'ils se tuaient les uns les autres sans le vouloir.

On nous cite un jeune fourrier de la garde nationale de Bordeaux, qui a voulu voir le feu et s'aguerrir, dans la prévision des combats auxquels il prendra part.

Il a assisté à la bataille en amateur, et son chapeau a fait quelque besogne. Du haut d'un petit monticule où il s'était placé, on lui a vu abattre quatre ou cinq Prussiens.

Voici les informations reçues par le Français :

C'est le 9, à midi, qu'Orléans a été évacué par les Prussiens. Leur retraite s'est d'ailleurs effectuée en bon ordre, et on nous rapporte notamment ce détail que le dernier bataillon, logé à la caserne des Jacobins, place de l'Étape, au lieu de gagner rapidement le boulevard et la route d'Etampes, a défilé tambour battant par la rue Jeanne d'Arc et la rue Bannier, exactement comme pour une promenade militaire.

Cependant les habitants de la ville entendaient le canon, dont le bruit se rapprochait de plus en plus, et ils frémissaient d'anxiété sur l'issue de la journée. Qu'on juge de leur allégresse en voyant revenir le drapeau tricolore.

Les armées s'observent du côté d'Orléans. La nôtre a porté ses avant-postes à Chevilly,

sur la route de Paris. Elle s'appuie là sur la forêt, sur des vignes et des villages.

A quelques lieues plus loin, vers Touhy, dans les plaines nues de la Beauce, se réunissent les forces prussiennes. S'il faut en croire une dépêche du roi Guillaume, la jonction du corps du général de Thann avec ceux de Wittich, du prince Albert venant de Chartres, et du duc de Mecklembourg se serait opérée.

Si le fait est vrai, l'ennemi tentera sans doute un retour offensif ; mais nous sommes prévenus, et nous saurons le recevoir.

Une dépêche du général d'Aurelles porte à environ 2,500 le nombre des prisonniers faits dans les trois journées qui ont abouti à la reprise d'Orléans.

CAPITULATION DE VERDUN ET DE NEUFBRISACH.

Nous avons malheureusement deux tristes nouvelles à enregistrer à la suite des bulletins fortifiants de l'armée de la Loire.

Verdun a capitulé après un bombardement meurtrier, et la Prusse est mise par là en possession d'une nouvelle ligne de chemin de fer très-avantageuse pour ses transports.

Neufbrisach, abandonné à lui-même, vient d'être également obligé de se rendre, livrant à l'ennemi 5,000 prisonniers et 100 canons.

LES PRUSSIENS A ORLÉANS.

La bataille de Coulmiers a eu pour effet d'obliger l'ennemi à se replier vers le nord. Dès aujourd'hui, la circulation est rétablie depuis Tours jusqu'à Orléans. Un train spécial, parti de Tours hier à huit heures, a conduit au quartier-général de l'armée de la Loire M. le ministre de la guerre qui devait avoir à cœur de porter au général d'Aurelles et à ses soldats les félicitations du Gouvernement, et les remerciements de la France.

La voie jusqu'à Beaugency n'offre rien de particulier, à l'exception des nombreux piétinements qui marquent les talus, et qui attestent le récent passage des corps de cavalerie.

De Beaugency à Orléans, les traces de dévastation s'accroissent de plus en plus. Les poteaux du télégraphe sont renversés, les fils pendent éparés et rompus, de distance en distance un pan de mur écroulé, ou une maison éventrée, témoignent de la redoutable puissance de l'artillerie moderne.

Les Prussiens ont fait sauter la dernière arche du magnifique viaduc de Beaugency, mais en deux jours nos ingénieurs ont jeté sur le gouffre une charpente en fer qui a permis de placer des rails, et la circulation a pu être reprise quelques heures après.

La gare d'Orléans a relativement peu souffert ; les dégâts consistent surtout en vitres brisées. L'ennemi avait, dès le premier jour, converti le buffet et les salles d'attente en ambulance pour ses blessés, et c'est là sans doute ce qui a temperé la rage de destruction dont il semble posséder.

Partout les Prussiens se conduisent bien plus en Vandales qu'en peuple civilisé. Chez eux la civilisation n'a effleuré que l'épiderme ; mais au fond ils ne sont que des barbares cruels et pillards. A Châteaudun, au mépris du droit des gens, au mépris des lois divines et humaines, ils ont précipité par les fenêtres de malheureux soldats blessés. Des bêtes féroces à face humaine se sont fait un jeu de pénétrer dans les maisons et là de prendre qui par la tête, qui par les pieds, des mourants, des émutés placés dans les lits des habitants ; puis, après leur avoir imprimé un mouvement de balan, ils les précipitaient du haut des fenêtres sur le pavé des rues.

A Villeneuve d'Ingré ils ont procédé à un pillage de trois heures, pour punir cette localité de ce que les troupes s'y étaient retranchées pour résister à leurs attaques. A Bacon, lorsque le village épuisé voulut refuser de leur fournir les réquisitions énormes dont ils l'avaient frappé, ils traînèrent les vieillards hors de leur demeure et ils les frappèrent à coups redoublés jusqu'à ce que les habitants épou-

vantés leur aient livré jusqu'à leur dernière ressource.

Partout où ils sont passés, il ont pillé audacieusement, et ce qu'ils ne pouvaient emporter ils le détruisaient systématiquement pour le plaisir de détruire.

Une de leurs grandes distractions consiste à percer les tonneaux renfermés dans les caves des paysans, et à laisser le vin s'écouler sur le sol. Tout meuble, toute armoire fermée, ont été irrémisiblement brisés : les officiers qui ont logé dans les habitations particulières ont toujours eu soin de dévaliser les gens qui les logeaient ; pendules, linge, chaussures, objets de toilette, tout leur a été bon ; il ont emporté jusqu'à des ombrelles, des bottines ou des robes de femmes. En s'en allant ils laissaient partout les souillures les plus infectes ; les meubles, les tapisseries, les tentures qu'ils n'ont pu emporter sont remplis d'immondices humaines.

Un des caissons d'artillerie pris à l'affaire de Bacon, était bondé de dentelles, de châles, de robes de soie, que ces pillards avaient enlevés dans les châteaux des environs d'Orléans ; un autre ne contenait pas moins de quarante pendules. Le roi Guillaume oserait-il dire que frapper des vieillards, affamer des enfants, torturer des blessés, voler, soit une œuvre à la fois, agréable à Dieu et digne d'un peuple civilisé. Est-ce ainsi qu'il protège les habitants inoffensifs d'un pays auquel il avait annoncé ne vouloir aucun mal ? Voilà donc la guerre qu'il ne voulait soit-disant faire qu'à Napoléon III et à ses soldats.

Le curé des Ormes raconte en pleurant à qui veut l'entendre, qu'il a du prêter son ministère pour adoucir les dernières angoisses de deux malheureux habitants qui ont été fusillés simplement parce qu'on les soupçonnait d'avoir travaillé aux tranchées faites pour mettre le département du Loiret en état de défense : ce qui était faux d'ailleurs.

Par un raffinement de cruauté digne des soldats de l'Attila moderne, ces deux innocents furent, malgré leurs protestations et leurs larmes, attachés dos à dos et fusillés dans cette position ; de sorte que les balles durent traverser le corps de l'un avant de pouvoir pénétrer dans le corps de l'autre.

Ce procédé barbare rappelle celui de Vitellius faisant attacher des prisonniers à des cadavres en putréfaction. La mémoire des tyrans romains a été vouée à l'exécration du monde, et pourtant en plein XIX^e siècle, un souverain européen ose se glorifier de renouveler leurs exploits, et par une étrange aberration du sens moral et religieux, il ose remercier Dieu de ce qu'il lui est donné de faire commettre de semblables atrocités.

(La suite à demain.)

Pour les articles non signés : P. GODET.

Chronique Locale et de l'Ouest.

Le *Moniteur* donne aujourd'hui une première liste des officiers français sortis de Metz et dirigés sur l'Allemagne. Nous y trouverons des noms appartenant à notre pays, et d'autres bien connus dans notre ville.

Nous citerons notre compatriote le colonel Nérin, et le fils de M. le Président du tribunal civil de Saumur, M. Leddet, lieutenant au 2^e de ligne.

Nous apprenons que plusieurs dames de la commune de Gennes (Maine-et-Loire) ont fait parvenir à nos mobiles des gilets et des chaussettes de laine. Le père de l'un des jeunes mobiles de la commune s'est chargé d'aller porter lui-même aux mobiles ces objets indispensables aux soldats en campagne dans la rude saison qui commence.

Depuis dimanche, 13 du courant, le service des voyageurs et des marchandises est repris entre Blois d'une part, et Vierzon de l'autre, sur Orléans.

AVIS DE LA DIRECTION DES POSTES.

Par suite d'un arrangement entre l'administration des postes et l'Office des Postes de Bel-

gique, des mandats de poste peuvent être expédiés de France à l'adresse des militaires français internés en Belgique, dans les mêmes conditions que si ces militaires n'avaient pas quitté le territoire français, mais sous la réserve de la perception d'un droit de 10 c. par 10 fr. ou fraction de 10 fr., destiné à la rémunération du service belge.

L'administration française est heureuse d'avoir pu ainsi continuer, dans la mesure du possible, à ceux des militaires français que les infortunes de la patrie retiennent captifs à l'étranger, le bénéfice de la loi du 24 juillet 1870, qui a exonéré de tous frais de poste et de timbre la transmission, par l'intermédiaire des postes françaises, des secours pécuniaires adressés aux soldats en campagne.

Ce principe, qui veut que la poste française ne réclame, à raison de ce service, d'autres droits que ceux qu'elle est obligée de payer elle-même à la poste étrangère, s'appliquera également désormais aux sommes d'argent expédiées, dans les conditions déjà annoncées au public, aux prisonniers de guerre français en Allemagne.

Tours, le 10 novembre 1870.

Le Directeur, etc., STENACKER.

Pour chronique locale : P. GODET.

POUR ÉVITER
LES CONTREFAÇONS
DU
CHOCOLAT-MENIER
IL EST INDISPENSABLE
D'EXIGER
LES MARQUES DE FABRIQUE
avec
le véritable nom.

Toute maladie cède à la douce *Revalscière du Barry*, qui rend santé, appétit, digestion et sommeil. Elle guérit, sans médecine, ni purges, ni frictions, les dyspepsies, gastrites, gastralgies, glaires, vents, aigreurs, acidités, pituites, nausées, renvois, vomissements, constipation, diarrhée, dissenterie, coliques, toux, asthme, étouffements, oppression, congestion, névrose, insomnies, mélancolie, diabète, faiblesse, phthisie, fluxions et tous désordres de la poitrine, gorge, haleine, voix, des bronches, vessies, foie, reins, intestins, muqueuse, cerveau et sang. 72,000 cures, y compris celles de S. S. le Pape, le duc de Pluskow, M^{me} la marquise de Bréhan, etc., etc. — Six fois plus nourrissante que la viande sans échauffer, elle économise 50 fois son prix en médecine. — En boîtes : 1/4 kil., 2 fr. 25 ; 1/2 kil., 4 fr. ; 1 kil., 7 fr. ; 6 kil., 32 fr. ; 12 kil., 60 fr. — La *Revalscière chocolatée* rend appétit, digestion, sommeil, énergie et chairs fermes aux personnes et aux enfants les plus faibles et nourrit dix fois mieux que la viande et que le chocolat ordinaire sans échauffer. — En boîtes de 12 tasses, 2 fr. 25 ; de 576 tasses 60 fr., ou environ 10 c. la tasse. — Envoi contre bon de poste, — Dépôt à Saumur, chez MM. TEXIER, place de la Bilinge, COMMON, rue St-Jean, GONDRAND, rue d'Orléans, et chez les pharmaciens et épiciers. — DU BARRY, ET Co., 26, place Vendôme, Paris. (457)

Marché de Saumur du 12 novembre.

Froment (l'h.) 77 k. 17 60	Graine tréfle 50	—
2 ^e qualité. 74 16 92	— luzerne 50	—
Seigle 75 10	Foin (charr.) 780	170
Orge 65 10	— Luzerne — 780	160
Avoine 50 13	Paille — 780	65
Fèves 75	Amandes 50	—
Pois blancs . . 80 36	— cassées 50	—
— rouges . . . 80 36	Cire jaune . . . 50	150
Graine de lin. 70	Chanvre tillé	—
Colza 65	(52 k. 500)	— à —
Chenevis . . . 50	Chanvre broyé	— à —
Huile de noix 50 k. —	Blanc	— à —
— chenevis 50	Demi-couleur . .	— à —
— de lin . . . 50	Brun	— à —

COURS DES VINS.

BLANCS (2 hect. 30).	
Coteaux de Saumur, 1869.	1 ^{re} qualité 120 à 140
Id.	2 ^e id. 90 à 100
Ordin., envir. de Saumur 1869.	1 ^{re} id. 35 à 45
Id.	1869, 2 ^e id. » à »
Saint-Léger et environs 1869.	1 ^{re} id. 30 à 36
Id.	2 ^e id. » à »
Le Puy-N.-D. et environs 1869.	1 ^{re} id. 30 à 33
Id.	2 ^e id. » à »
La Vienne, 1869.	1 ^{re} id. 28 à 32
ROUGES (2 hect. 20).	
Souzay et environs 1869.	1 ^{re} id. 70 à 75
Champigny, 1869.	1 ^{re} qualité 100 à 120
Id.	2 ^e id. » à »
Varrains, 1869.	1 ^{re} id. 70 à 75
Varrains, 1869.	2 ^e id. 70 à 75
Bourgeuil, 1869.	1 ^{re} qualité 75 à 90
Id.	2 ^e id. » à »
Restigné 1869.	1 ^{re} id. 70 à 75
Chinon, 1869.	1 ^{re} id. 55 à 65
Id.	2 ^e id. » à »

P. GODET, propriétaire-gérant.